« Depuis le cinq octobre 1788 jusqu'au 1^{er} novembre
 « suivant il n'y a eu aucun objet à traiter dans
 « l'Assemblée municipale. Aujourd'hui samedi premier
 « novembre mil sept cents quatre vingt huit, fête de la
 « Toussaint, la Municipalité de la paroisse de Régnier
 « assemblée à la manière ordinaire à l'issue de la
 « messe paroissiale à l'effet de délibérer sur le
 « contenu en la lettre de M. M. de la Commission
 « intermédiaire provinciale du 1^{er} octobre dernier
 « envoyée à la municipalité par M. M. les Députés
 « composants le Bureau intermédiaire de Villefranche
 « observe à Messdits Sieurs les Députés du Bureau
 « intermédiaire de Villefranche que tous les
 « biens de lad^e paroisse de Régnier ont été
 « compris dans les dernières vérifications qui ont
 « été faites pour la répartition des vingtièmes
 « que depuis quelques biens ont été vendus,
 « d'autres divisés, qu'en raison de ces mêmes
 « biens partie des cotes de vingtièmes sont toujours
 « ouvertes sur les anciens propriétaires qui en sont
 « remboursés par les nouveaux tenanciers, d'où il ne
 « résulte aucun abus. - Fait et arrêté les jour
 « et an que dessus. 77

Dans la première quinzaine de
 mars 1789 est lieu dans chaque paroisse du Beaujolais
 l'assemblée des habitants inscrits au rôle des
 impositions, pour la rédaction d'un cahier

de doléances, plaintes, remontrances et vœux, et l'élection
 de délégués qui devaient porter ce cahier au bailiage et
 lire les députés aux Etats Généraux. Cette réunion
 n'est pas indiquée au registre des délibérations de la
 municipalité de Régnie, mais le cahier existe aux
 archives départementales du Rhône.¹

Parmi les principales réformes demandées par
 les paysans de Régnie on note : que les capitalistes
 supportent les charges publiques - que la dîme
 "cet impôt odieux" soit supprimée, que dans
 les Assemblées, les délégués du Tiers-Etat soient
~~de même nombre que~~ ~~ceux de~~ ceux de la Noblesse et du
 Clergé réunis - que le vote ait lieu par tête et
 non par ordre. etc...

Le 7 Juin 1789. par une délibération
 non transcrite au registre, la Municipalité
 de Régnie décide de faire refondre la 2^{ème}
 cloche de l'église qui est cassée depuis
 longtemps et confie ce travail au sieur
 Barrard fondeur à Champigneulle en Lorraine.
 Le règlement du prix de cette refonte donna
 lieu à de nombreuses difficultés qui furent
 l'objet de plusieurs délibérations de la
 Municipalité (voir ps. 63 - 88 -

¹ Voir dans la Revue d'Histoire de Lyon (mars-avril 1904) une étude
 de J. Fayard sur les cahiers des paysans beaujolais aux Etats Généraux de 1789.

Voici la première délibération signée et qui
 indique que le corps municipal est régulièrement
 constitué: « Cejourd'huy dimanche treize septembre.
 « mil sept cents quatre vingt neuf la municipalité
 « de Régnie' assemblée à la manière ordinaire, le
 « S^r Delafont syndic a dit qu'il a reçu dans le
 « cours de la semaine dernière du Bureau
 « intermédiaire de cette province des ordonnances
 « de modération accordée par M. l'Intendant de
 « cette généralité à trente quatre particuliers de
 « cette paroisse sur la capitation, à laquelle
 « ils ont été imposés dans les rôles de 1787. Ladite
 « modération montant à la somme de cent
 « quatre vingt une livres dix sols, ensemble
 « une copie certifiée de l'Instruction donnée
 « par le Ministre sur la distribution de cette
 « somme, lesquelles ordonnances et instructions
 « ont été lues et publiées cejourd'huy à la porte
 « de l'église à l'issue de la messe paroissiale,
 « avec invitation qui a été faite aux contribuables
 « employés dans l'état, au collecteurs et aux
 « adjoints de se rendre dimanche prochain
 « à l'issue des vêpres de passer à l'Assemblée
 « de la municipalité, le Collecteur pour
 « apporter et présenter ses rôles, les contribuables
 « qui participent au moins imposé pour
 « être présents à la mention qui sera faite

49

« en marge de leur cote de la remise à eux accordée
« et les adjoints pour être présents à lad^e opération.
« Desquelles reception, lecture, publication, interpellation
« acte est octroyé. fait et arreté les jour et an
« susdits. Signé: Delafond syndic; Leclerc curé;
« Penet, Vergier, Ferrond, Anjoque. »

« Cejourd'hui Dimanche vingt sept
« septembre mil sept cents quatre vingt neuf à l'issue
« des vespres, la paroisse de Négnie' assemblée à la
« manière ordinaire, le S^r Desmule collecteur et
« porteur des roles de la paroisse de la présente année
« a représenté' lesdits roles pour y porter en marge
« les sommes accordées aux contribuables en moins
« imposé', de suite à la réquisition dudit Desmule
« lesd^s recus ont été' écrits par le greffe de la
« municipalité' en marge de la cote de chaque
« contribuable désigné' dans l'état, ensuite l'
« assemblée municipale et adjoints ont certifié's
« au bas de chaque extrait contenant le montant
« de la remise faite à chaque contribuable qu'en
« leur présence il a été' tenu compte aux contribuables
« y dénommés des sommes à eux accordées en
« moins imposé'. Desquels extraits et certification
« étants au bas d'iceux ont été' à l'instant
« remis au collecteur ainsi qu'il le déclare, de
« tout quoy il a été' dressé' acte. fait et
« arreté' les jours et an susdits. Signé':

« Delafond, Sindie, Vergier, Leclere curé, Aujoque
 « penet, Ferroud, demule. »

« Ce jourd'hui Dimanche vingt
 « sept septembre mil sept cents quatre vingt neuf à
 « l'issue de la messe de paroisse, la municipalité
 « assemblée ainsi que ses adjoints ^① a d'une
 « unanime voix choisi et nommé pour collecteur
 « de lad^e paroisse de régnie de l'année
 « prochaine mil sept cents quatre vingt dix la
 « personne de Claude et Pierre Cartillier ^② père
 « et fils, pour collecteur de l'année 1791 la
 « personne de sieur Antoine Vergier. Tous les
 « deux habitant de lad^e paroisse de régnie.
 « fait et arrêté les jour et an que dessus
 « et n'ont signés les adjoints pour ne le
 « savoir faire. signé: Vergier, penet, aujoque
 « Leclere, curé, Ferroud. »

« Aujourd'hui Dimanche quatre
 « octobre mil sept cents quatre vingt neuf,
 « à l'issue de la messe de paroisse, la paroisse
 « de Régnie assemblée: « Il a été fait lecture à
 « haute voix par le greffier de la municipalité

① Les adjoints dont il est question dans quelques procès-verbaux étaient des aides du collecteur. Nommés par l'Assemblée paroissiale, ils remplissaient vraisemblablement les fonctions attribuées aujourd'hui aux répartiteurs, c'est-à-dire donnaient leur avis sur la situation des contribuables et aidaient à la répartition des impôts. (page 264)

② Pierre Cartillier avait déjà été nommé collecteur le 28
 Septembre 1788 (page 45)

« de la délibération du Dimanche précédent contenant la nomination des
 « collecteurs de 1790 et 1791. Et ensuite il en a été affiché extrait à la porte de
 « l'église, ce qui est attesté par la Municipalité de ladite paroisse. Fait les
 « jours et au que dessus. Signé: Vergier, pent. angois, Ferroud, Leclerc curé. »

« Aujourd'hui six novembre mil sept cent quatre vingt neuf
 « la paroisse assemblée à la manière ordinaire, Monsieur le curé de la paroisse
 « a déclaré avoir reçu un cayer intitulé lettres patentes du roy qui
 « ordonne l'envoy aux tribunaux municipalités et autres corps administratifs
 « des décrets de l'assemblée nationale qui ont été acceptés ou sanctionnés
 « par le roy, datés du trois novembre mil sept cent quatre vingt neuf;
 « des qu'elles ayant fait lecture, ensemble les décrets de l'assemblée nationale
 « et joints nous les avons cotés, paraphés par premier et dernier feuillet
 « et de suite annexés aux registres de ladite paroisse pour être exécutés selon
 « leur forme et teneur, ensemble une proclamation du roy pour l'exécution
 « des articles 21 et 22 du décret de l'assemblée nationale du six octobre 1789
 « relatif aux vaisselles d'argent et or, ⁽¹⁾ autres lettres patentes du roy sur le
 « décret de l'assemblée nationale portant que tous les titulaires de bénéfices ⁽²⁾

(1) Lors des élections aux Etats généraux la plupart des cahiers du tiers-Etat avaient réclamé le retour à la nation des biens ecclésiastiques. Dans la nuit du 4 août 1789, lorsque le clergé eut abandonné lui-même ses bénéfices un mot de Burot « les biens du clergé appartenent à la nation » passa inaperçue, mais le marquis de La Fayette et Calleyrand-Pehigord relèverent plus tard ce mot et l'Assemblée Nationale après une longue discussion, décréta le 2 novembre 1789 sur la proposition de Mirabeau que « tous les biens ecclésiastiques étaient et le disposaient de la nation, à la charge par elle de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement de ses pauvres sous la surveillance et d'après les instructions des provinces. Ces biens formèrent les biens nationaux auxquels vinrent s'ajouter plus tard les biens des émigrés.

(2) A cause de la rareté du numéraire, l'Assemblée Nationale avait décrété le 6 octobre 1789 que « l'argenterie des églises, chapitres, communautés religieuses, déclarée inutile au culte serait envoyée aux hôtels de monnaie les plus proches. »

(3) Les bénéfices ecclésiastiques étaient les revenus des abbayes, prieurés canonicaux, chapelles attribués à différentes charges d'église et même quelquefois à des personnes laïques.

« et tous supérieurs de maisons et établissements ecclésiastiques
 « seront tenus de faire dans les deux mois la déclaration ^{de} tous
 « les biens dépendants desdits bénéfices, maisons et établissements.
 « fait et arrêté le jour et au que dessus. signé: Delafont.
 « penet, anjoigne, Monchammi, Vergier. »

« Aujourd'hui vingt six décembre mil sept cent
 « quatre vingt neuf la paroisse de Régnie assemblée à la
 « manière ordinaire à l'effet de recevoir les déclarations
 « de la contribution patriotique - se sont présentés
 « Messieurs - Pierre Leclerc curé de la paroisse s'est imposé
 « à la somme de huit cents livres et a dit déclarer avec
 « vérité quelle excède le quart de son revenu - Pierre
 « Delafont s'est imposé à la somme de sept cent vingt
 « livres et a dit déclarer avec vérité quelle excède le
 « quart de son revenu - Antoine Vergier s'est imposé
 « à la somme de soixante et douze livres et a dit
 « déclarer que cette somme excède le quart de son revenu.

1 La municipalité de Régnie fit cette déclaration le 10 avril 1790. (page 58)

2 à la demande de Becker une contribution patriotique ou du quart fut votée par l'assemblée nationale le 27 septembre et décrétée le 1^{er} octobre 1789. Elle fut demandée à tous les habitants; elle ne devait être perçue qu'une fois, être égale, proportionnelle et réglée dans un esprit d'équité au quart du revenu de chaque citoyen. déduction faite des charges foncières d'impositions, intérêts par billets ou obligations ou rentes constituées et de plus 1/2 pour cent de l'argenterie, des bijoux d'or ou d'argent et des espèces monnayées gardées en réserve. Les citoyens qui avaient moins de 400 livres de revenus furent laissés libres de fixer eux-mêmes le chiffre de leur part de contribution. Des ouvriers et journaliers sans propriété ne furent obligés à aucune contribution mais l'offre de libre et volontaire de tout citoyen devait toujours être acceptée. Le payement s'effectua par tiers le 1^{er} avril 1790, le 1^{er} avril 1791, le 1^{er} avril 1792. C'est à l'occasion du vote de cette contribution que Mirabeau prononça son fameux discours sur la banqueroute; elle fut assez difficilement perçue et ne produisit qu'un soulagement momentané. La situation financière de plus en plus troublée conduisit l'assemblée nationale à prendre possession des biens du clergé (note 1. page 51.)

« Jean Baptiste Monchanin s'est imposé à la somme de
 « deux cents livres et a dit déclarer avec vérité que cette
 « somme excède le quart de son revenu - Les sieurs Penet
 « père et fils se sont imposés à la somme de quarante
 « livres et ont dit déclarer avec vérité que cette somme
 « excède le quart de leur revenu. Les père et fils Augyque
 « se sont imposés à la somme de dix-huit livres et ont déclaré
 « que leur revenu n'exécède pas quatre cents livres ainsi que
 « les déclarations des sieurs Vergier et les père et fils Penet -
 « Les sommes ci-dessus seront payés dans les délais
 « fixés par les décrets - Ledit Pierre Leclerc désigne
 « de plus Madeleine Leclerc fille de Claude Leclerc
 « notaire à Erremayes et de Françoise Guichard pour être
 « à ses droits à l'époque ou la contribution patriotique
 « pourra être remboursée suivant l'article 14 dudit
 « décret de l'assemblée nationale - fait et arrêté
 « les jours et ans que dessus audit Reigné et ont
 « signé signé: Leclerc, curé, Delafont, Penet, Augyque,
 « Vergier, Monchanin. »

« le vingt sept décembre s'est présentée devant
 « la municipalité assemblée Jean Botton lequel a promis
 « payer pour la contribution patriotique la somme
 « de quatre vingt dix livres dans les termes fixés par
 « le décret de l'assemblée nationale et a déclaré en
 « même temps que la présente somme de quatre vingt
 « dix livres est conforme aux fixations déterminées par l'assemblée
 « nationale et a signé. signé: Botton. »

L'Assemblée nationale constituante supprima les provinces et partagea la France en départements. Les départements furent divisés en districts et ceux-ci en cantons et communes. La commune, le district, le département furent pourvus de Conseils et d'administrateurs élus. Le corps électoral comprenait 1^o les assemblées primaires 2^o les assemblées électorales.

Les assemblées primaires comprenaient dans chaque commune les citoyens actifs, c'est-à-dire français, âgés de 25 ans accomplis, domiciliés dans la commune depuis un an et payant une contribution directe égale à la valeur locale de trois journées de travail. Ces assemblées élisaient les juges de paix, les commissaires de police, les membres du conseil de la commune et les électeurs. Les domestiques et les serviteurs à gages étaient exclus des assemblées primaires.

Les assemblées électorales étaient composées des électeurs nommés par les assemblées primaires. Elles élisaient les députés à l'Assemblée nationale, les évêques constitutionnels, les juges des tribunaux de district, les administrateurs du département et du district. Pour être électeur, il fallait non seulement être citoyen actif mais payer une contribution égale à la valeur locale de 150 à 200 journées de travail.

Le département était administré par un Conseil de département de 36 membres qui choisissait dans son sein un Directoire de département de 8 membres. Le district possédait un Conseil de district de 12 membres qui nommait un ~~Conseil~~ Directoire de district.

L'administration de chaque commune se composait: 1° d'un corps municipal de 3 à 21 membres suivant la population, 2° d'un maire pris dans le corps municipal, 3° de notables en nombre double des membres du corps municipal et formant en se réunissant à ce dernier le Conseil général de la Commune. Il était en outre institué un procureur de la commune.

C'est le 12 novembre 1789 que l'Assemblée nationale constituante adopta l'établissement des municipalités. L'élection de la municipalité de Régnie eut lieu le 7 février 1790. En voici le procès-verbal, très intéressant car il indique le nom de tous les citoyens actifs qui y prirent part: « Ce jourhuy dimanche sept février mil
« sept cent quatre vingt dix à une heure après
« midy la paroisse étant assemblée en conséquence
« de la convocation faite au prône le trente un du
« mois dernier, à l'effet de procéder à la confection
« de la municipalité conformément au décret de
« l'Assemblée nationale du quatorze décembre mil

« sept cent quatre vingt neuf a nommé à la pluralité des voyes pour president de l'ord. assemblee M^r
 « pierre leclerc curé de lad. parroisse et pour secretaire antoine vergier. Les voyes recueilly par les sieurs
 « jean penet père, claudes desigaux et antoine gaudet qui ce sont trouvé les plus anciens d'ages
 « lesquels ont pareillement recueillys les voyes pour trois scriptateurs lesquelles voyes ce sont reunies
 « a l'unanimité en faveur des sieurs Jean Monchanin jean Vernoyet Claude Penet. - l'assemblee
 « formée a été reconnues composés des cy après nommés pierre delafont, pierre leclerc curé, jean penet,
 « claudes desigaux, antoine gaudet, jean demulle, jacques large, Barthelémy large, andré
 « Lavarenne, antoine rampon, jean pulliat, hugues depras, antoine Bridet, pierre moreau, pierre
 « pulliat, philibert Minichon, jean marie durand, Benoit seppally, claudes prelier, pierre mera, jean
 « vrachot, guillaume vitrie, jean lagardette, antoine deruiere, pierre met, Benoit prelier, pierre passot,
 « antoine cimitiere, Benoit pardon, Benoit dubost, antoine teilliard, aymé perron, Etienne Augogue,
 « francois vignard, Etienne Cimitiere, Joseph gris, antoine gaudet, claudes forest, claudes renard, philibert cimitiere,
 « francois rampon, antoine large, Benoit Joubert, benoit geofray, etienne Sornay, benoit met, denis melinon,
 « joseph duchamp, antoine cimitiere, jacques durnerin, francois jonery, jean vignard, Vincent aufrane,
 « antoine chatagnier, claudes vitrie, pierre jambon, jean marie duperet, pierre latriche, claudes large,
 « jean passot, pierre chevalier, claudes bridon, benoit ducroux, jullien tachon, jean cartillier, benoit claitte,
 « claudes cartillier, claudes dassier, aymé deprat, tous habitants et cytoiens actifs de la communauté.
 « led pierre Leclerc après la lecture des Lettres patentes et de l'Instruction de l'
 « Assemblee nationale a observé que d'après le denombrement fait par la municipalité
 « actuel la population de la parroisse montent en hommes femmes et enfants a plus de cinq
 « cents ames que ce nombre exigent que la nouvelle municipalité soit composée de six
 « membres y compris le maire et d'un procureur de la commune, le president le secretaire
 « et les trois nommés pour recueillir les voyes ayant pris leur place l'assemblee est allée au
 « voyes pour la nomination d'un maire; la recapitulation des voyes ayant été faite la
 « pluralité absolue, cest à dire, plus de la moitié s'est reunie en faveur du sieur Antoine
 « Vergier payant pour toute imposition la somme de cent quinze livres - l'assemblee étant allée
 « ensuite aux voyes pour la nomination du procureur de la commune la pluralité absolue

« des suffrages s'est réunie en faveur du sieur Pierre Delafont payant pour toute imposition la
 « somme de huit cent livres — l'assemblée a ensuite procédé a la nomination des membres qui
 « doivent avec le maire composer la municipalité d'après la recapitulation des suffrages
 « la pluralité s'est trouvée réunie en faveur des cy apres denommés scavoir le sieur Jean
 « Monchamin payant pour toute imposition la somme de cent cinquante livres; le sieur
 « Claude Pernet payant pour toute imposition la somme de cent quarante livres, le sieur
 « Claude Large payant pour toute imposition la somme de dix huit livres, le sieur Jean
 « Vignard payant pour toute imposition la somme de quatre vingt cinq livres et le sieur
 « François Rambon payant pour toute imposition la somme de quatorze livres. — l'assemblée
 « est allée ensuite aux voyes pour la nomination des notables qui doivent composer
 « le conseil de la commune. la recapitulation des suffrages aiant été faite la pluralité
 « s'est trouvée réunie en faveur des cy apres nommés scavoir ~~ssrs~~ Jean Marie Durand
 « payant pour toute imposition la somme de dix livres, Antoine Forest payant pour toute
 « imposition la somme de dix livres, Vincent Aufranc payant pour toute imposition
 « la somme de douze livres; Pierre Passaud payant pour toute imposition la somme
 « de quinze livres, Antoine Limetiere payant pour toute imposition la somme de dix
 « neuf livres, Antoine Gaudet fils payant pour toute imposition la somme de
 « douze livres, Jean Passaud père payant pour toute imposition la somme de trente
 « une livres, Antoine Gobet payant pour toute imposition la somme de trente six livres,
 « Pierre Pullet père payant pour toute imposition la somme de dix sept livres, Pierre
 « Lebriche payant pour toute imposition la somme de trente quatre livres, Pierre
 « Jambon payant pour toute imposition la somme de vingt trois livres, Aimé
 « Vergier payant pour toute imposition la somme de quarante cinq livres. —
 « fait clos et arrêté lesdits jour et an, et ont signé ceux qui ont seu le faire
 « les autres aiant déclaré ne le scavoir de ce enquis. signé: Delafont, Pernet,
 « Demule, Vernay, Gaudet, Monchamin, Pernet fils, aujogue, Vergier, Leclerc curé. 77
 « Aujourd'hui 10^e avril en conformité des

« decrets ⁽¹⁾ de l'assemblée nationale la municipalité a fait et
 « envoi' la déclaration des biens appartenant au clergé
 « de cette paroisse - 1^o cens de la cure consistants en logement
 « du curé, son jardin et deux vignes de contenance en tout 8 huit
 « mesures deux tiers, la ferme des dîmes dix cents livres pour le
 « tout, un contrat de rente de quatre livres par année, un
 « tiers de dix livres de prestation - 2^o le Domaine de M. le
 « Curé des Ardillats de valeur de cinq à six mille livres et vaudrait
 « en ferme deux cents livres par année et avons signé' »

« Aujourd'hui quatre Juillet mil sept cent
 « quatre vingt dix l'assemblée générale de la paroisse de Régné
 « convoquée à la manière ordinaire après avoir entendu le rapport
 « du procureur de la commune a arrêté que son maire se
 « retirerait par devant Monsieur le Curé pour le prier de dire
 « la messe paroissiale les jours de feste et dimanche, savoir
 « les mois de Janvier, février, novembre et décembre à neuf
 « heures du matin, les mois de mars, avril, septembre et
 « octobre à huit heures et les mois de may, juin, juillet
 « et aoust à sept heures, elle espere que Monsieur le Curé se
 « rendra au vœu de ses paroissiens, ce qui lui donnera un
 « nouveau droit à leur reconnaissance. Il sera aussi
 « delivré à Monsieur le Curé une copie de la présente
 « délibération pour luy servir au besoin. fait et clos les jour et
 « an que dessus. signi: Vergier maire. Delafont p^r. Anjoque, anjoque,

(1) voir page 51 note 1. et comparez cette évaluation des biens du clergé avec
 celle faite le 22 Juin 1788 (page 41)

« gaudet, penet. Vernay, Cartellier, cartellier, Ph. Delafont. »

« Aujourd'hui 14 Juillet 1790 sur les onze heures et demi
 « du matin tous les habitants de la paroisse de Régnie se sont assemblés
 « dans l'église de lad. paroisse ou ils ont entendu la messe qui y a
 « été dite par M. le Curé, « la suite de laquelle et sur environ l'heure de
 « midy M. le Maire est monté en chaire ou après avoir fait un
 « discours sur le serment civique à prêter, ⁽¹⁾ il a juré la main
 « levée d'être fidèle à la nation, à la loy au roy d'exécuter et de
 « faire exécuter de toutes ses forces les decrets de l'Assemblée
 « nationale sanctionnés par le roy; a l'instant chacun
 « des habitants de Régnie qui se sont rendus à l'église ont
 « prêté leur serment civique, également la main levée
 « en criant à haute voix « je le jure » de tout quoy la
 « Municipalité a dressé le present procès-verbal pour servir
 « et valoir ce que de raison, les jours et au que dessus. »

« Aujourd'hui dimanche 29 août 1790 l'assemblée
 « générale de la paroisse de Régnie convoquée à la manière
 « ordinaire a l'issue de la messe paroissiale Considérant
 « que le sol de la par^{te} de Régnie est un terrain
 « sablonneux très crû et très acide ou le seigle a de
 « la peine avenir, et qui ne rapporte pas communement
 « plus du double des essemens, a dessein de mettre ce
 « sol en meilleur rapport les propriétaires y élèvent
 « a très gros frais des vignes qui a raison de la

Le 29 décembre 1789, un décret ordonna de prêter dans les assemblées primaires le
 serment de fidélité à la Constitution; il devait être prêté devant la Municipalité, par
 tout citoyen âgé de 21 ans.

« mauvaise nature du sol terrain ne peuvent subsister que 12
 « ou 15 années, en sorte que l'on est continuellement à faire de
 « nouvelles plantations, ce qui nécessite de grosses dépenses, joint
 « à cela c'est qu'il y a très peu de fourrages dans la paroisse et
 « pour ainsi dire point de bois par ^{une} suite du mauvais sol
 « de la p^{me} pour peu que les hivers soient rigoureux les
 « vignes en sont endommagées. L'hiver de 1788 qui a la vérité
 « est un des plus rigoureux que l'on se rappelle, a gelé au
 « moins la moitié des vignes, qu'on a arrachées ou qu'on se
 « propose d'arracher, l'autre moitié a tellement été endommagée
 « que ce ne sera qu'à grands frais et dans quelques années qu'on espère
 « les mettre en rapport — Considérant que les paroisses de ce
 « département, et particulièrement celles du vignoble de ce
 « District sont généralement d'un très bon sol, les vignes y
 « durent des siècles, on n'est point obligé de les renouveler
 « toutes les 12 ou 15 années comme à Regnie, elles ne sont pas
 « susceptibles des mêmes réparations, des mêmes engrais, elles
 « ne sont point également sujettes aux gelées, en outre les
 « propriétaires y cueillent le bois et les fourrages qui leur
 « sont nécessaires — Considérant que la majeure partie
 « des habitants de la par^{me} de Regnie possèdent des fonds
 « sur les paroisses voisines par raison, desquels ils étaient
 « imposés à Regnie, lieu de leur domicile ou du principal
 « manoir de leur domaine, en exécution des decrets de l'
 « Assemblée nationale chaque municipalité n'a imposé
 « sur les rôles de la p^{me} que les fonds qui y sont situés
 « de sorte que la paroisse de Regnie se trouve très lésée

« par ce nouveau régime d'impositions. Cela se vérifie par
 « un calcul bien simple. Les cottes que la paroisse de Régnie
 « a perdues a cause des fonds que les propriétaires possèdent sur
 « les par^{ses} voisines, pour raison desquels ils étaient avant
 « la présente année imposés à Régnie montent à 318^l10^s
 « de grand-taille, tandis que les nouvelles cottes que la paroisse
 « a ouvert soit aux propriétaires des par^{ses} voisines qui ont
 « quelques fonds sur Régnie, soit à ceux qui avaient transporté
 « leurs impositions dans le lieu de leur domicile, soit aux
 « cidervant-nobles et privilégiés qui ont été imposés au
 « taux commun de la par^{se} ne montent qu'à 314^l16^s
 « Ces faits se vérifient sur le rôle des impositions de
 « présente année avec ceux anciens. — Point de paroisses
 « de ce district, même de ce département ne se trouvent dans tous
 « ces cas, d'abord il est de fait que jamais elles n'ont été si
 « surchargées d'impôts que Régnie 2° elles n'ont rien perdues
 « sur l'échange des cottes qui étaient ouvertes ailleurs
 « que dans les par^{ses} ou sont situés les fonds 3° elles
 « ont une grosse diminution sur leurs anciennes
 « impositions parcequelles se sont trouvés dans l'enceinte
 « de leurs par^{ses} beaucoup de fonds aux cidervant-nobles
 « et privilégiés, et Régnie en a très peu dans la sienne.
 « — D'un autre côté les propriétaires de par^{se} de Régnie
 « ont pris connaissance des impositions que chaque
 « par^{se} du vignoble de ce district supportent. par
 « la comparaison qu'ils en ont faite avec celles
 « que supporte la par^{se} de Régnie ils se sont persuadés

62.

« que cette d^{re} supporte le double d'imp^{ons} des autres paroisses
« de raison du revenu net des fonds. — Enfin et pour comble
« de malheur, samedi soir 21 de ce mois d'août il est
« tombé une grêle sur la p^{sse} de regnie qui a perit et gâté
« toutes les recottes pendantes par racines dans les fonds.
« elle a emporté au moins moitié des recottes et ôté
« la qualité du surplus. »

« Sur tous ces faits la paroisse assemblée à unanimement
« arrêté que M. M. du directoire de ce district seront suppliés
« de nommer des commissaires d'entieux à l'effet de
« constater, en présence de la municipalité de regnie
« ou dièment appelée 1^o la nature du sol de la p^{sse}
« de regnie 2^o le ravage que la gelé de l'hiver
« de 1788 a fait aux vignes qui sont dans l'enceinte
« de la p^{sse} 3^o de faire faire les mêmes verifications
« dans les autres p^{sse}s de ce district 4^o de faire
« ou faire faire remise à la p^{sse} de regnie de
« la moitié de ses imp^{ons} de la présente année
« à cause de la grêle quelle a éprouvée le samedi
« 21 de ce mois; et dans le cas ou on ne se déciderait
« à lui faire remise de la moitié faire constater
« le mal qu'a fait la grêle pour être accordée
« une diminution proportionnée à la perte que la
« p^{sse} éprouve. 5^o au prochain département des
« tailles repartir les imp^{ons} que chaque p^{sse} doit
« supporter avec plus de justice et d'égalité
« qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent. par le moyen

« de ces opérations la par^{se} de Régnie est persuadée qu'elle ne
 « supportera pas la moitié des imp^{ons} dont elle est chargée
 « actuellement et jusqu'à ce qu'on lui ait rendu cette
 « justice elle déclare formellement qu'elle se refusera dorénavant
 « à la facture d'aucuns roles d'impositions. Enfin il a été
 « arrêté qu'expédition de la présente délibération, ensemble
 « extrait du role des impositions de la par^{se} seront remis au
 « directoire par M. le Pr^{eur} de la Commune dont il rapportera
 « acte au dépot. fait et arrêté les jour et an que dessus et ont
 « signés ceux qui l'ont sous faire. Signé: Penet, thion aujoque,
 « gandet, cartelher, Delafond p^r, Monchanin = Ph. Delafont, greffier »

« Aujourd'hui dimanche 29
 « août 1790, la municipalité a rédigé une requête pour
 « présenter au directoire du district, tendant à ce que la somme
 « de 356⁴⁰ que l'on doit au S^r Barrard fondateur de
 « cloches soit imposée l'année prochaine sur les propriétaires
 « de Régnie = Cette requête n'a pas été admise. »

« Aujourd'hui mercredi huit septembre 1790, fête de
 « Notre Dame, l'Assemblée générale de la paroisse
 « de Régnie convoquée à la manière ordinaire à l'issue
 « de la messe de paroisse sur le rapport qui a été fait
 « par plusieurs habitants de la par^{se} que par délibération
 « du 7 juin 1789 la par^{se} de Régnie a arrêté que la
 « troisième cloche de la par^{se} qui depuis plusieurs années
 « était cassée serait refondue, que par la même délib^{on}
 « elle traita avec le S^r Barrard, m^{tu} fondateur de cloches
 « de Champigneule en Lorraine soit p^r la façon de la

« reboute soit par le prix du métal dont il seroit nécessaire
 « de l'augmenter. savoir par la façon a la somme de
 « cent cinquante livres et par le prix du métal a trente cinq
 « sols la livre, qu'en exécution de ces conventions le Sr
 « Barrard a refondu la cloche et qu'il l'a augmenté
 « du poids de cent dix huit livres de métal, en sorte
 « qu'il est dû au Sr Barrard la somme de trois cents
 « cinquante six livres dix sols, savoir 150^{fr} par la
 « façon de la refonte et 206^{fr} 10^s par le prix de 118 lb de
 « métal dont il l'a augmenté, de laquelle somme
 « totale il sollicite le payement — qu'en outre il en
 « a coûté la somme de trente livres quatre sous pour
 « le prix des bois et des ferrages qui ont été nécessaires
 « pour la poser et par les journées des charpentier et
 « marichal qui y ont été employés. Sur ces faits, la
 « paroisse, la Municipalité et les notables assemblés
 « ont été requis d'après l'avis du directoire du district
 « de délibérer de nouveau si cette refonte de cloche a
 « été nécessaire et autorisée par la paroisse si le prix a
 « été fixé ainsi qu'il est ci-dessus rapporté, enfin si
 « elle estime que le fond^r de la cloche soit payé. Lad^e
 « assemblée a arrêté ce qui suit — que la délibération
 « du 7 Juin 1789 est sincère et exacte et qu'elle l'approuve
 « de nouveau; qu'elle a connaissance que le Sr Barrard
 « fondeur a augmenté la cloche de cent dix huit livres
 « de métal pesant, qu'elle a également connaissance
 « qu'il en a coûté la somme de trente livres quatre sous

« pour la poser au clocher qui a été avancé par le 1^r Anjoque
 « fait, qu'elle consent de payer au 1^r Barrard et au 1^r
 « Anjoque ce qui leur est dû savoir au 1^r Barrard la
 « somme de 356^l 10^s et au 1^r Anjoque celle de 30^l 4^s.
 « En conséquence que M. M. du directoire de ce district
 « sont suppliés d'en ordonner l'imposition sur la paroisse
 « l'année prochaine desquelles deux sommes le collecteur
 « se libérera entre les mains du 1^r Barrard et du 1^r
 « Anjoque et sera tenu d'en rapporter la quittance
 « à la municipalité; enfin qu'expédition de la
 « présente délibération et celle du 7^{juin} 1789 sera envoyée
 « au directoire du district. fait et arrêté les jour
 « et an que dessus et ont signés ceux qui l'ont scüs
 « faire (signé) penet, anjoque, cartellier, gandet
 « Ph. Delafort, Vergier maire. »⁽¹⁾

« Du ... 7^{juin} 1790 la paroisse de Bequie
 « a porté le nombre de ses pauvres à 72 et a dans
 « une assemblée qui s'est tenue à Beaujeu. »⁽²⁾
 « Aujourd'hui 14 9^{juin} 1790 la paroisse assemblée
 « n'a pu être dûement convoquée à l'effet d'enregistrer les citoyens
 « qui desiroient former la garde nationale de cette paroisse
 « conformément au decret de l'assemblée nationale touchant
 « les gardes nationales, la municipalité ouï le rapport du
 « procureur de la commune y a procédé ainsi qu'il suit -

(1) Le paiement de la refonte de cette cloche donna lieu, par la suite, à un

procès - voir pages: 88 - 90 -

(2) Les bureaux de bienfaisance existaient généralement par canton et étaient composés de membres élus par les municipalités. La loi du 1^{er} frumaire an V les organisa définitivement.

« se sont présentés pour être inscrits M. M. ~~Leclerc~~ curé prêtre refractaire
 « Antoine Vergier maire Pierre Delafont, Jean Baptiste Monchanin
 « Claude Penet, Claude Large, Jean Vignard, François rampon Jean
 « Marie Durand, Antoine forest, Vincent Aufranc, Pierre passant,
 « Antoine Cimetière de la rouge, Antoine gaudet fils, Jean passant
 « père, Antoine gobet, Pierre Fulliat père, Pierre latriche, Pierre
 « Jambon, Aimé Vergier, Claude cartillier père, Claude desigand,
 « Jean demule, Étienne aujogue, Jean Baptiste Menichon,
 « Antoine Lapute, Philibert Delafont, Jean Menichon, Antoine Large
 « fils, François Vignard fils, Pierre Vignard, Claude Vignard,
 « Benoit Gueny, Étienne Croncy, Pierre Croncy, Jean Passant fils
 « cadet, Benoit demule, Claude Bidon, Benoit Prelier, Jaques
 « Large, Claude Dacier, André Lavarenne, Antoine Cartellier
 « des fus, Benoit Forest, Étienne Pascal, Philibert Grangier,
 « Philibert Cimetière des forchets, Jean Vernay, André Cartillie' fils,
 « Pierre Cartillie' fils, Étienne Cimetière, Philibert Cimetière,
 « François Erihard domestique, Antoine Perraud, Antoine Deruire,
 « Antoine Dupont, Philibert Laroche, François Monchanin,
 « Barthélemy Large, Denis Melinand, Barthélemy Durand,
 « Barthélemy Ruet charpentier, Claude rampon, Antoine
 « rampon, Joseph Dupont, Bernard Claité, Jean Vignard
 « fils, Joseph Monternier, Claude Gaudet, Benoit Cimetière
 « fils, Jean Large fils, François Bonnevey, Ph. ^{bert} Chape, André
 « Ferrichon, Jaques Larochette, Antoine Dumoulin, Jean
 « Deffosse maréchal, Pierre Lachon, Pierre Fulliat fils,
 « Hugues Depras, Claude Depras domestique, Jean Lavarenne
 « Antoine forest de la rouge, Jean Augris domestique,

« François Chatelet charpentier —

67.

« Aujourd'hui 24^e Juillet 1791 plusieurs personnes
« de la paroisse de Durette se sont présentées pour être affiliées
« à la garde nationale de Régnié lesquelles ont été admis
« savoir Pierre Michon, Jean Baptiste Gaudet, Joseph Dupont,
« Antoine Chataignie, Jean Botton.

« Du 15 Janvier 1792 se sont présentés pour être inscrits
« à être de la garde nationale de cette paroisse Jean ~~Farnet~~ ^{Farnet}
« père, Philibert Dubost, Jean Baratin, Claude Santaville domestique,
« Jean Marie Duperré, Benoit Ducroux, Julien Eucher, Jean
« Vachot dit Bacot cadet, Antoine Abelinand fils, Jean
« rampon, François Germain, Antoine Carthillier des fus armés,
« Claude Freslier, Joseph Desvoluet, Claude Colonge, Jean
« Forest domestique, Antoine Dupré, Benoit Dubost, Jean Pierre
« George, François Jonery, Antoine Fassand domestique,
« Jean Fassand fils vigneron, Antoine Combier domestique »)

« Le dimanche 21^e g^{bre} 1790 la municipalité de
« Régnié a signé une requête adressée à M. Mole ce District
« ou ils sont priés de représenter à l'assemblée nationale
« combien il est intéressant de donner au décret du 6 de ce
« mois relatif aux plantations de vignes un effet retroactif
« pour les plantations qui se sont faites depuis la gelée
« de l'hiver de 1788 à 1789.

« Le même jour la municipalité et son conseil assemblés
« sur l'ordre des administrateurs du district ont
« nommé deux députés pour se transporter à Beaujeu
« auprès des commissaires du district qui doivent s'y

« trouver le 27 et le 28 courant afin de démontrer et prouver
 « autant qu'ils le pourront combien cette paroisse paye plus
 « d'impositions que les autres p^{ses} du district. 2^e que la gelée
 « de l'hiver de 1788 à 1789 a fait arracher plus des trois quarts
 « des vignes de cette p^{se} et enfin, que la p^{se} bien loin de
 « gagner sur les impositions des privilèges et les transports
 « de taille y perd au contraire trois livres quatorze sols de
 « grand-taille. — Leur donnent tout pouvoir à cet effet.

« Le même jour la paroisse assemblée à l'effet de remplacer
 « les membres de la municipalité et de son conseil qui
 « doivent sortir ⁽¹⁾ a procédé ainsi qu'il suit : elle a nommé
 « selon les formes prescrites pour président de ladite assemblée:
 « le sieur Antoine Vergier ; greffier ou secrétaire : Pierre
 « Delafont ; scrutateurs : Desigand, Claude Large, Vincent Aufranc.
 « On tire au sort les officiers municipaux qui doivent
 « sortir, le sort désigne Claude Penet et Jean Vignard ; on
 « va au scrutin pour désigner leurs successeurs, sont proclamés:
 « Claude Desigand et Jean Vernay. — On tire au sort les
 « membres du conseil qui doivent sortir, ce sont : Antoine
 « ~~Benet~~, Cernitière, Pierre Pulliat, Pierre Passaut, Aimé Vergier,
 « Pierre Jambon, Antoine Gobet qui sont remplacés par Claude
 « Descombes, Benoit Sapaly, Aimé Ferrou, Benoit Ducroux.
 « Pierre Nesme, Laurent Jambon. Signé : Cartillat, Penet,
 « Vergier, Monchamin, Delafont Bp per 7 je

« Le même jour 21 g^{br} 1790 à la suite de l'opération cidessus

(1) Voir page 55 le procès-verbal de l'élection de la municipalité.

« le maire, tous les autres membres du corps municipal et le
 « procureur de la commune de Reigné ont, en présence de
 « lad^e commune prêté serment de maintenir de tout
 « leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la
 « nation, à la loi, et au roi et de bien remplir leurs fonctions.
 « fait et clos, le jour, l'an que dessus. signé: Vergier maire,
 « Vernay, Gaudet, Delafont p^s. »

« Le 22 novembre 1790. le Conseil général de la
 « Commune autorise la Municipalité à soumissionner pour
 « l'acquisition des biens nationaux situés sur la paroisse
 « de Guincé consistant 1^o en un domaine appelé la palud
 « et devant possédé par les dames du Chazot de Lyon,
 « composé de bâtiments pour les cultivateurs propriétaires
 « ou fermiers, terres, prés, vignes, bois taillis, un petit bois
 « de pin et une rente noble ou terrier 2^o en un autre
 « domaine dépendant du prieuré de S^t Nizier, le tout
 « composé de terres, prés, vignes et bâtiments pour
 « les cultivateurs 3^o aux fonds curiaux de l'addite
 « paroisse de Guincé, 4^o et enfin généralement en tous
 « les biens nationaux situés en l'addite p^{ar}oisse de Guincé
 « dont on donnera une désignation plus ample
 « lors de l'estimation qui en sera faite. La Municipalité
 « s'engage pour acquérir ces biens à se soumettre
 « aux dispositions des décrets de l'Assemblée nat^{le}. Le
 « prix devra être fixé par des experts, la municipalité
 « désigne pour son expert le sieur Rocharde neveu
 « expert à Marchand qui opérera conjointement avec

« l'expert choisi par le directoire. Elle s'engage à déposer
 « à la Caisse de l'extraordinaire⁽¹⁾ à concurrence des trois
 « quarts du prix qui sera fixé quinze obligations payables
 « en 15 années et portant intérêt à 5% et à se conformer
 « à toutes les dispositions du décret et de l'instruction de
 « l'Assemblée N^{le} (2) signée Vergier, maire, Delafond Jr, Versoy
 « Gandet » (3)

« Le 26 décembre 1790, la commune de
 « Régnié assemblée à la manière ordinaire sur les plaintes
 « qui lui sont adressées de la gêne qu'éprouvent les
 « fidèles au service divin à cause des bancs placés dans
 « l'église qui est trop petite décide 1° que les bancs
 « appartenant à la fabrique seront rendus le
 « lendemain à l'issue des vêpres; 2° ceux appartenant

(1) La Constituante (21 décembre 1789) prescrivit l'aliénation des biens nationaux pour une valeur de 400 millions. Elle institua une Caisse de l'extraordinaire qui devait garantir les fonds provenant de la contribution patriotique et ceux des ventes des biens nationaux. Elle décréta l'émission d'assignats sur cette caisse jusqu'à concurrence de la valeur des biens nationaux à aliéner. L'assignat n'était pas alors un papier-monnaie, mais une véritable cédule hypothécaire portant intérêt et devant être remboursé dans des délais déterminés. Mais la rareté du numéraire et les besoins croissants du trésor obligèrent bientôt l'assemblée constituante à changer le caractère des assignats. D'abord elle réduisit le taux d'intérêt puis le supprima complètement; elle stipula que les assignats étaient au porteur et non plus à ordre. Ils devinrent alors de véritables papier-monnaie; les émissions se succédèrent et la dépréciation se fit rapidement sentir. Cent livres en assignats valurent 95^f en monnaie métallique en 1789 - 92^f en 1790 - 77^f en 1791 - 72^f en 1792 - 48^f en 1793 et seulement 20^f en 1794.

(2) Le château de la Pallud, à Opincé, fut d'abord possédé par la famille Barjot. Philibert Barjot, seigneur de la Pallud, ayant embrassé la religion protestante le duc de Noailles, comsqua le fief de la Pallud au profit de Jean de Noailles, gouverneur de Noâcon, le 7 février 1593. Les Barjot parvinrent plus tard à obtenir la restitution de leurs biens, mais en 1680 la terre de la Pallud fut mise en vente et achetée par Alexandre de Noailles de Varenne qui la céda aussitôt aux religieuses de Chazeaux à Lyon auxquelles elle appartenait jusqu'à la Révolution.

(3) Aucune suite ne fut donnée au projet de la municipalité de Régnié d'acquiescer des biens nationaux à Opincé.

71

« aux particuliers devront être enlevés d'ici au 1^{er} janvier
« et à défaut le marguillier ou sonneur Jacques Large
« les sortira avant la messe du premier de l'an et ils
« seront vendus au profit des pauvres de la paroisse. Les
« abonnés n'ayant joui que six mois de leurs places, le
« sieur Anjoque recevra de la fabrique remboursement
« la moitié du prix et exigera la moitié de ceux
« qui n'ont pas payé. En attendant qu'il soit pourvu
« à une ferme de chaises, les paroissiens pourront en
« apporter en boison en paille (ne tenant pas plus
« de 15 francs de place au quarre) en payant 30
« sols par chaise; au premier avertissement ceux
« qui n'auront pas payé auront leurs chaises
« vendues. Signé: Vergier maire, Castellier, Ternay,
« Anjoque, Ferrond, Sapaly, Anjoque père, Delafond
« procureur. »

« le 26 décembre 1790, la commune de
« Régné après avoir entendu la lecture d'une
« délibération prise par le Conseil général de la Commune
« de Quincé le fruit de ce mois tendant à obtenir
« le rétablissement du chemin traversant la rivière
« d'Ardière et tendant de leur paroisse au
« moulin de Varennes et de la aux parties de
« Durette, Lantignié, Régné et autres, considérant
« que ce chemin est très utile à une grande
« partie des habitants de la paroisse soit pour
« aller au moulin de Varennes, soit pour

aller à la g^{te} route de Belliville à Beaujeu, soit
 aller aux autres par 2^o qu'il est impraticable
 depuis la roche jusqu'au moulin (600 pas)
 par suite d'un glaciais qui a été pratiqué au
 bas de la Roche qui est trop rapide et tout
 dégradé et par suite d'un barrement établi
 à quelques pas au dessous du chemin sur
 l'Arrière, barrement qui fait refluer les eaux
 qui envahissent le chemin, on ne peut pas
 passer ni à cheval, ni en voiture, les gens
 à pied ne peuvent pas attendre la planche
 - Demande que les adm^{eurs} du district
 vérifient ce sujet de plainte et ordonnent
 aux auteurs de ces dégradations de rétablir
 le chemin, faute de cela d'autoriser les p^{ro}
 à faire le nécessaire aux frais de ces derniers
 en leur donnant l'option de supprimer
 le barrage ou de faire faire un front en
 pierres qu'ils entretiendront à perpétuité. 77

Le 26 décembre 1790 la paroisse
 assemblée à l'effet de désigner les assesseurs du juge
 de paix⁽¹⁾ y a procédé ainsi qu'il suit: Président,
 Antoine Vergier, maire, - scrutateurs: Désigand, Claude
 Large, Vincent Dupanc - ont été élus: Claude Désigand,

(1) Les électeurs nommoient en même temps que le juge de paix des
 prud'hommes assesseurs pour l'assister; le juge de paix et ses assesseurs
 étaient nommés pour deux années. ils étoient rééligibles. Pour rendre la
 justice, le juge de paix devait être assisté de deux prud'hommes.

« Jean Vernay, Philibert Delafond et Etienne Aujoque fils.
 « Signé: Vergier, maire, Vernay, Aujoque, Cartellier, Ferrond, Sapahy.
 « Aujoque père, Delafond procureur. »

« Le 2 février 1791, Pierre Leclerc curé de la
 « par^{oisse} de Régnié d'après le décret de l'Assemblée N^{le} du 27
 « novembre 1790, sur le serment ordonné à tous les ecclésiastiques
 « fonctionnaires publics, ⁽¹⁾ qui lui a ^{été} présenté par M. Vergier,
 « maire le 30 Janvier, déclare au greffe de la Municipalité:
 « qu'il prêtera ce serment dimanche prochain 6 février
 « Signé: Leclerc, curé - à défaut du greffier Delafond procureur »

« Le 6 février 1791, Pierre Leclerc devant
 « le Conseil général de la C^{me} pr^{ête} son serment et
 « dit: ⁽²⁾ « Je jure que toute ma vie je ferai profession
 « de la religion catholique, apostolique et romaine, je
 « jure que je veillerai avec soin sur les fidèles de
 « la paroisse que la divine Providence m'a
 « confiés, je jure que je maintiendrai de tout
 « mon pouvoir la constitution décrétée par
 « l'Assemblée nationale et acceptée par le roi »
 « Signé: Delafond pr^{eur} Vergier, maire, Monchanin,
 « Vernay, Gaudet, Cartellier, Aujoque. »

« Aujourd'hui treize février mil
 « sept cent quatre vingt onze, nous officiers municipaux

(1) Le décret sur la constitution civile du clergé fut promulgué le 24 août 1790 et le 25 septembre, le Sacré-Collège déclara qu'il ne pouvait l'accepter tel quel. Dans le but de triompher de l'opposition du clergé, l'Assemblée nationale vota, le 27 novembre un décret obligeant tous les ecclésiastiques à prêter le serment d'« être fidèles à la nation, au roi et de maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi »

(2) Voir page 261 la déclaration intégrale du curé Leclerc. du 22/5/1791